

Beaucoup de citoyens n'ont plus confiance dans la finance. Depuis la crise de 2008 et le sauvetage des banques par les États, la dette publique s'est considérablement creusée. Les citoyens, qui s'estiment déjà lourdement imposés, ont la nette impression de devoir supporter les erreurs d'acteurs financiers peu scrupuleux et ont le sentiment que les autorités ne font pas assez preuve de fermeté en matière de lutte contre la fraude fiscale.

Marcel Gérard et Jean Hinnekens, volontaires chez Justice et Paix, répondent aux questions de Jean-Jacques Durré et présentent l'étude réalisée par Justice et Paix [Pour plus de justice fiscale](#).